

## **Gaza sous les bombes : halte au massacre du peuple palestinien !**

Les Gazaouis, privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz, vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de culte, exodes... sont maintenant leur quotidien. Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et suite à l'opiniâtre bataille menée par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous plus massivement encore aux prochains rassemblements !

### **SOLIDARITE INTERNATIONALE**

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci, les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

### **QUI TERRORISE QUI ?**

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme, a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !

### **ET NOUS ?**

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx et Engels, les auteurs du *Manifeste du parti communiste*... Et les Palestiniens moins encore que les autres. Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur langue ou leur nationalité : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !



## PAS DE PLACES D'HÉBERGEMENT D'URGENCE, MAMANS ET BÉBÉS EN DANGER

La maternité est confrontée depuis cet été à un engorgement du fait de l'absence de places d'hébergement proposées aux femmes sans domicile fixe et à leur nouveau-né. Il est bien plus lucratif pour les hôteliers de louer les chambres aux supporters de la Coupe du monde de rugby et à ceux à venir des JO qu'aux organismes qui viennent en aide aux SDF. La maternité supplée aux manquements de l'État à ses devoirs et manque cruellement de lits, avec des conséquences dévastatrices pour le suivi des femmes enceintes.

## LA SANTÉ EN MAUVAISE SANTÉ, SURTOUT DANS LE 93

La mortalité infantile augmente en France, en lien avec la crise de la néonatalogie. Avec environ 1 200 décès chaque année depuis 2015, cette mortalité est supérieure à la moyenne européenne. La France est passée de la troisième position entre 1996 et 2000... à la vingtième place aujourd'hui ! Et selon les chiffres de l'Insee, le département de la Seine-Saint-Denis affiche le plus haut taux de mortalité infantile en France métropolitaine : il est 50 % plus élevé que la moyenne nationale. En cause : lits insuffisants et inégalement répartis, manque d'effectifs et dégradation globale du circuit des soins ! C'est pas dans l'armée qu'il faut investir, mais dans la santé !

## UBÉRISATION DES SOIGNANTS

La plateforme Mediflash est soupçonnée de travail dissimulé. Elle a le même fonctionnement que des sociétés comme Uber ou Deliveroo, elle met en relation des soignants au statut d'auto-entrepreneur avec des structures qui ont besoin de renforts, en particulier dans les Ehpad. Largement subventionnée par l'État, cette entreprise fait miroiter des sommes d'argent bien supérieures à celles réellement versées (une différence de 50 % tout de même). Pour répondre aux besoins des structures de santé, rien ne sert de courir après le mirage de l'auto-entrepreneuriat, il n'y a qu'une seule solution : des augmentations de salaire d'au moins 400 euros et l'embauche massive de soignants.

## DERRIÈRE LE HUBLOT

L'hôpital manque de personnel ? Hublo y pourvoit

! Un agent manque d'argent pour finir le mois ? Hublo le fait bosser en intérim sur ses repos ! La vie est bien faite... pour les directions hospitalières. Car si pour les salariés c'est une histoire de manque à gagner, pour cette plateforme de gestion qui permet aux agents de s'inscrire directement pour effectuer des remplacements en heures supplémentaires dans les hostos, c'est surtout une affaire de gros sous. Hublo a largement profité du contexte de pénurie de main-d'œuvre et de la crise sanitaire pour devenir indispensable aux établissements de santé et vise à conquérir l'Europe. Puisque c'est la m... partout, il n'y a pas de frontière pour les bonnes affaires ! Dans les hôpitaux, bien des agents complètent leur salaire en passant par cette plateforme. Mais ce qui pousse beaucoup à le faire, c'est précisément le trop faible niveau des salaires ! Comme liberté, on fait mieux. C'est des hausses de salaire qu'il faut !

## LE SECTEUR PRIVÉ MONTRÉ DU DOIGT

La Cour des comptes a publié un rapport sur l'état de la santé. Elle dénonce à cette occasion le secteur privé qu'il faut, selon elle, inciter, « voire contraindre », à jouer le jeu de la permanence des soins, notamment le week-end et lors des vacances d'été et de fin

d'année. Ce que, à l'évidence, il ne fait pas, malgré le fait qu'il soit largement financé par l'argent public. La Cour des comptes préconise de conditionner les autorisations d'exercer délivrées par les agences régionales de santé (ARS) à cette participation du privé aux soins pour tous. Et de conclure : « Tout établissement de santé autorisé et financé par la solidarité nationale doit participer à la mise en place effective d'un service public hospitalier performant. » Un vœu pieux, car ce qui motive le secteur privé hospitalier c'est d'abord et avant tout la recherche du profit, pas le service aux malades.

## « PAS DE PAPIERS, PAS DE JO »

Mardi 17 octobre, 650 travailleurs sans-papiers, principalement de Paris et de Seine-Saint-Denis, étaient en grève pour demander leur régularisation. Avec le soutien de la CGT, ils avaient bloqué 33 entreprises qui les emploient, en général des sous-traitants de grands groupes. Finalement 600 d'entre eux ont reçu de la part de leur employeur un Cerfa, formulaire administratif qui leur permet de prouver qu'ils travaillent bien au sein de l'entreprise et qui leur facilite l'accès à un dossier de régularisation. En Île-de-France, les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, représentent 40 à 62 % des travailleurs de l'aide à domicile, du BTP, de l'hôtellerie, du nettoyage, de la sécurité... Sans eux, rien ne tourne, n'en déplaisent aux politiciens de tous bords qui voudraient les stigmatiser.



**Achetez le journal du NPA ou abonnez-vous !**

Pour 12 numéros : 24 €

Prix de soutien : 30 € pour 12 numéros

## GAZA : DES SOIGNANTS REFUSENT DE FUIR POUR NE PAS CONDAMNER LEURS PATIENTS

L'armée israélienne a ordonné à tous les habitants de la ville de Gaza, y compris les malades et les blessés, de quitter les lieux pour pouvoir mener une intervention militaire terrestre contre le Hamas. C'est « l'équivalent d'une peine de mort », a averti l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui « condamne fermement

les ordres israéliens réitérés d'évacuer 22 hôpitaux traitant plus de 2 000 patients dans le nord de Gaza ». Elle pointe de fait l'incapacité des structures de santé du sud de la région à absorber de nouveaux patients, mais aussi l'impossible transfert de personnes gravement malades comme les patients en soins intensifs ou sous dialyse, les nouveau-nés en couveuses, les femmes enceintes souffrant de complications... Nebal Farsakh, porte-parole du Croissant-Rouge palestinien, a expliqué l'impossibilité de déplacer des centaines de patients depuis l'hôpital Al-Quds, dans le nord de la région, dans un laps de temps aussi court. Des milliers de soignants ont refusé de bouger pour ne pas les abandonner.

## GRÈVE MASSIVE DANS LA SANTÉ AUX ÉTATS-UNIS

Du 4 au 7 octobre dernier, 75 000 travailleurs du géant privé de la santé Kaiser aux États-Unis ont entamé une grève pour des augmentations de salaires pour compenser l'inflation et contre leurs mauvaises conditions de travail. Dans un premier accord, la direction concède 21 % d'augmentation sur 4 ans. Sous la menace d'une nouvelle grève en novembre, s'ils n'avancent pas sur leurs engagements.